

*Affaires courantes*

quelques années, nous avons un secteur manufacturier très sophistiqué dans l'Ouest, et les iniquités en matière de transport sont pratiquement disparues. Par exemple, le coût du transport ferroviaire des marchandises a diminué de quelque 27 p. 100 depuis 1984. Cela nous aide beaucoup. Les tarifs, qui constituent au fond des taxes imposées à nos concitoyens, sont à toutes fins pratiques disparus.

Pour ce qui est de l'absence de commercialisation à l'échelle continentale, beaucoup d'habitants de l'ouest du Canada appuyaient le Parti libéral lorsque ce parti préconisait le libre-échange et la commercialisation à l'échelle continentale. C'était la position traditionnelle du Parti libéral, et le Parti conservateur s'y opposait parce qu'il était trop enraciné dans ses liens commerciaux et obsédé par l'idée que nous faisons partie de l'Empire britannique. Cela n'a jamais été dans l'intérêt de l'ouest du Canada.

Je suis fier d'avoir fait partie d'un gouvernement qui a eu le courage de faire face à la réalité, de prendre des décisions difficiles et de déclencher ensuite des élections, qu'il a gagnées. À mon avis, le dernier acte d'émancipation des Canadiens, qui nous a libérés en tant que pays et en tant que nation, a été la réaffirmation du libre-échange. Cet acte, ils l'ont posé lorsqu'ils nous ont portés de nouveau au pouvoir après une campagne électorale dont le libre-échange était l'enjeu. Le Canada a vraiment grandi lorsque nous nous sommes rendu compte que nous faisons partie du monde et qu'un accord de libre-échange nous aiderait à affronter le monde.

Sur un plan purement personnel, je veux dire à quel point j'ai aimé participer à l'élaboration des politiques et des lois, que ce soit dans le domaine des transports, de la justice ou, dans une moindre mesure, de l'agriculture. Je remercie le premier ministre de m'avoir confié des tâches intéressantes en tant que membre de comité, en tant que président de comité permanent et de comité législatif, et deux fois en tant que secrétaire parlementaire. Un jour, les parlementaires s'inspireront du rapport sur l'accès à l'information et sur la protection de la vie privée que nous avons rédigé il y a un certain nombre d'années pour modifier les lois sur ces sujets. J'ai fait partie d'un groupe d'étude qui a examiné les questions de sécurité nationale, ce qui m'a permis de voir le Canada sous un angle très intéressant. Ce groupe a plus récemment produit un rapport qui a servi à la refonte du Code criminel.

Je tiens également à remercier le premier ministre d'avoir fait preuve d'un tel leadership dans les relations fédérales-provinciales et dans les dossiers financiers et sociaux parce que je suis fermement convaincu que les historiens porteront un jugement favorable sur lui et prouveront qu'il avait raison. Je dois dire qu'il n'a jamais oublié qui faisait partie de son caucus.

Vous savez qu'en 1990, j'ai dû subir une intervention chirurgicale et que pendant le congé des fêtes, j'étais en convalescence. Le lendemain de Noël, le téléphone a sonné et, au bout du fil, c'était le premier ministre. Le premier ministre téléphonait personnellement à un simple député. Il se souciait assez de moi pour téléphoner. J'ai trouvé cela magnifique.

Mon seul regret, c'est le traitement que lui ont réservé les médias qui ont refusé de présenter une image équilibrée de notre premier ministre.

- (1850)

S'ils avaient été justes, il serait resté parmi nous encore de nombreuses années parce qu'il avait encore beaucoup à donner.

Cela m'amène à mon dernier sujet: le rôle des médias. Il n'appartient pas au Parlement de sévir contre les médias, mais je crois que la tribune des journalistes devrait réagir et former un organisme administratif pour s'autodiscipliner.

À mon grand regret, je constate depuis 14 ans que les médias ont eu un effet destructeur sur la vie publique de la nation. Ils ont mis l'accent sur des traits de caractère de députés et d'autres personnes ayant des responsabilités publiques sans égard au fait que ces traits n'ont en général rien à voir avec leur capacité de s'acquitter de leurs tâches. Bref, les médias n'ont pas fait preuve de mesure et ils ont été injustes.

Je le répète, la solution ne passe pas par la voie législative, mais par l'autodiscipline de la profession. J'imagine que lorsque de plus en plus de gens plus instruits et meilleurs se dirigeront vers le journalisme et aspireront à de plus hautes normes de professionnalisme, nous verrons des comptes rendus plus équilibrés, plus impartiaux, plus justes et, par-dessus tout, davantage axés sur les sujets qu'ils abordent. À ce moment, je crois que la vie publique de la nation s'en trouvera beaucoup améliorée.

En conclusion, je dirai que je suis fier d'avoir fait carrière en politique.